

Coupures à l'aide sociale : le gouvernement libéral veut exterminer les pauvres, non pas la pauvreté.

vendredi 11 juin 2010

Gatineau, 11 juin 2010 – C'est avec colère que l'Association pour la défense des droits sociaux de l'Outaouais (ADDS) dénonce le projet du ministre de l'Emploi et de la Solidarité Sociale, Sam Hamad, de couper les revenus de 20 000 ménages bénéficiant de l'aide sociale.

Selon l'organisme régional de lutte à la pauvreté, il serait révoltant d'exiger une contribution financière aux plus pauvres de la société pour combler un déficit engendré pour supporter l'économie en crise. Avec une telle mesure, les prestataires assistance-emploi souffriront énormément de la crise économique. " En plus de souffrir de la fragilité de l'économie et du chômage provenant de la crise qui maintient leur exclusion du travail, les plus démunis de la société se verront amputer d'une grande partie de leur revenu déjà insuffisant pour subvenir à leurs besoins. C'est une perspective complètement révoltante qui menace la paix sociale, soutient Patrick Pilote, coordonnateur de l'ADDS. "

Deux jours après le dépôt d'un mauvais second plan de lutte à la pauvreté, le gouvernement Charest prévoit éponger une partie de son déficit sur le dos des plus démunis. Le ministre Hamad projette de réduire jusqu'à 200\$ par mois les revenus des 11 000 mères monoparentales et de 10 000 familles de deux parents avec un enfant d'âge préscolaire. Ainsi, le gouvernement voudrait les inciter à retourner sur le marché du travail. " Il manque toujours des dizaines de milliers de places en garderies, poursuit monsieur Pilote, et le gouvernement n'a pas prévu dans son budget 2010-2011 les sommes nécessaires pour mettre en place les 15 000 places en garderies promises en 2008. " Enfin, le plan de Québec prévoit la fin de l'allocation pour contraintes temporaires versée aux bénéficiaires qui ont entre 55 et 60 ans, prétextant que les " boomers " ne

travaillent pas assez. “ Pousser les personnes vulnérables dans l’extrême pauvreté n’est certainement pas une bonne stratégie d’insertion au travail, s’indigne le coordonnateur. C’est la méthode des poltrons : frapper sur les plus fragiles, sachant bien qu’ils seront trop faibles pour répliquer ! Or, le gouvernement libéral se trompe, on ne se laissera pas faire. Il nous aura au travers de son chemin ”.

L’ADDS est d’avis qu’un plan de lutte à la pauvreté doit mettre en place un programme universel de soutien au revenu afin de permettre à tous et toutes de recevoir un montant de base couvrant leurs besoins essentiels en toute dignité.

L’ADDS Outaouais est un organisme regroupant depuis plus de 30 ans les personnes de l’Outaouais désirant voir disparaître pauvreté. Elle organise des actions régulièrement afin de donner une parole aux "sans-voix" et mener une lutte collective à la pauvreté.

30-

Source : Patrick C. Pilotte, Coordonnateur de l’ADDS
819-770-3839 ; lutter.addsgatineau.org